

Election Législative du 5 juin 1988 • REPUBLIQUE FRANÇAISE • 4^e circonscription du Rhône



RAYMOND BARRE

Chère Madame, Cher Monsieur,

Le mandat que vous m'avez remis en mars 1986 est interrompu par la décision du président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale.

Les élections législatives auront lieu les 5 et 12 juin prochain au scrutin majoritaire. J'ai décidé d'être de nouveau candidat dans la 4^e circonscription du département du Rhône. Vous m'avez élu en 1978, réélu en 1981. Vous m'avez manifesté constamment votre confiance.

Vos inquiétudes sont multiples: certains d'entre vous souffrent douloureusement de leur inactivité professionnelle. D'autres craignent pour l'avenir de leurs enfants. Beaucoup enfin s'inquiètent de voir notre pays oublier les valeurs qui ont fait sa force.

Je comprends votre trouble face aux changements que connaît notre société. Dans les circonstances nouvelles qui résultent de la réélection de M. François Mitterrand, je demande aux électrices et aux électeurs de la 4^e circonscription de renouveler le mandat qui me permettra de poursuivre mon action au service de Lyon, du département du Rhône et de la France.

Je serai fier de continuer à servir Lyon, son développement et son rayonnement. Je défendrai au plan national la société de liberté, de responsabilité et de justice à laquelle nous sommes tous attachés.

Je vous demande de me témoigner votre confiance dès le 5 juin prochain.

Vous pouvez compter sur moi Raymond Barre

VU LE CANDIDAT

POUR LYON, POUR LE RHONE, POUR LA FRANCE DES OBJECTIFS CLAIRS

Les Lyonnaises et les Lyonnais connaissent les objectifs que j'ai toujours poursuivis :

- défense de la Constitution et des Institutions de la V^e République ;
- respect de la liberté de l'enseignement et rénovation de notre système éducatif, primaire, secondaire et universitaire, afin de mieux former notre jeunesse aux besoins de l'économie ;
- amélioration de l'emploi grâce au dynamisme de notre économie stimulée par la recherche, l'innovation, l'investissement et la conquête des marchés extérieurs, dans un cadre de liberté de décision pour les entreprises et de stabilité des règles du jeu pour les agents économiques ;
- réforme de la fiscalité directe et indirecte en vue de favoriser les «entrepreneurs», d'encourager l'épargne, de faciliter la transmission des entreprises, d'harmoniser notre TVA trop élevée, aux taux trop nombreux, avec celle de nos partenaires européens ;
- sauvegarde de notre système de protection sociale, notamment de notre système de retraites dont le pouvoir d'achat doit être maintenu ;
- maintien d'une solidarité sans démagogie, en faveur des familles, des personnes âgées, de tous les «exclus» de notre société, et plus particulièrement des personnes confrontées au douloureux problème du chômage de longue durée.

Ces objectifs seront d'autant mieux atteints que sera assurée la sécurité des personnes et des biens grâce à une ferme application de nos lois et à une utilisation efficace des moyens permettant d'assurer l'ordre public.

Je n'ignore pas par ailleurs les difficiles problèmes de société que soulève l'immigration. Nous devons adopter une politique de l'immigration conciliant la fermeté nécessaire et le respect des traditions humanistes de la France ; arrêt de l'immigration illégale et expulsion des immigrés clandestins ; aide au retour ; intégration des immigrés vivant en France légalement grâce à une politique du logement, de l'éducation et de la formation professionnelle.

Vous connaissez enfin mon engagement européen. J'y travaille depuis plus de vingt cinq ans.

Je souhaite une France forte dans une Europe unie.

RAYMOND BARRE

REMPLAÇANT EVENTUEL: CLAUDE-REGIS MICHEL